



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

Après la démission choc de R. Mugabe



Emmerson Dambudzo Mnangagwa à Hararé pour une délicate succession P 6

WARAA *Les Vainqueurs*

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 23 Novembre 2017 N° 168 - Prix 250 F CFA

Préparatifs de la 6^{ème} édition de l'opération COCAIR VI

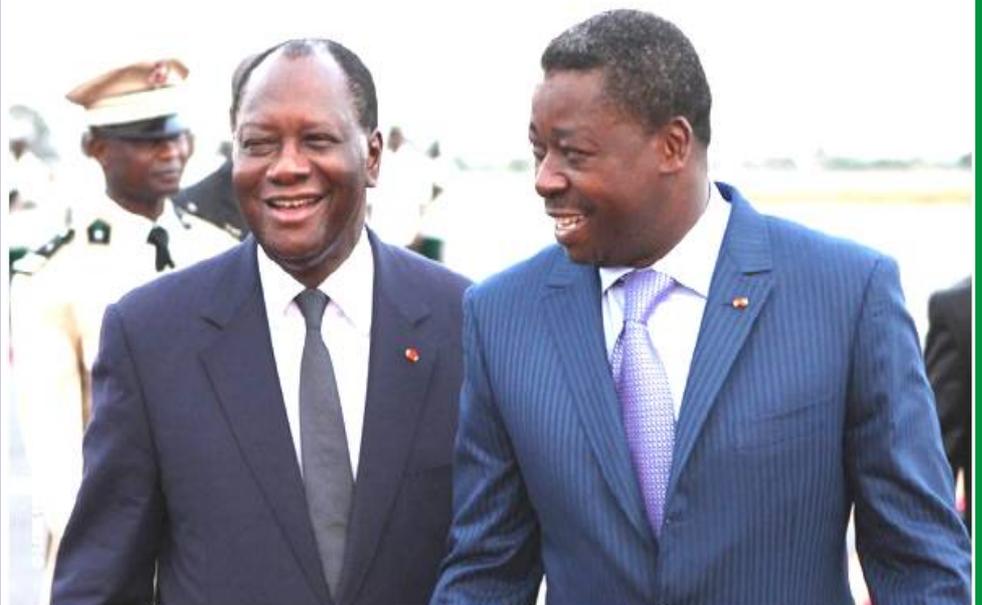
Un atelier sous régional sur la lutte contre des produits stupéfiants se tient à Lomé P5

Crise dans le secteur de l'Education

Les enseignants toujours en grève P6

CETEF Togo 2000

Faure Gnassingbé prêt pour un dialogue franc et sincère



Quid de l'opposition togolaise ? P4



La 14^{ème} édition de la Foire Internationale de Lomé s'ouvre demain P2

Trêve des manifestations de l'opposition

Un petit soulagement pour les opérateurs économiques P4

CAP TOGO en phase avec la haute technologie



ecap, une carte numérique mise sur le marché pour faciliter la vie aux clients

Forum sur la recherche de solutions durables pour les réfugiés au Togo

Un nouveau Plan d'Action pour les trois prochaines Années

Le gouvernement togolais et la représentation nationale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, en collaboration avec l'ensemble du système des Nations Unies, les partenaires techniques et financiers, et la société civile, ont adopté le 15 novembre 2017 à Lomé, une nouvelle feuille de route concernant la re-



cherche de solutions durables pour les réfugiés au Togo. La rencontre qui a vu une forte mobilisation des réfugiés eux-mêmes, s'est



inspirée de l'expérience du Bénin.

Au bout des trois jours de travaux et de concertation, une note de satisfaction générale, ou mieux un soulagement profond se dégageait de ce forum au cours duquel les délégations de réfugiés auront été très actives. C'est de bonne guerre. Elles savaient que leur sort se jouait à fond au cours de cette table-ronde qu'elles ont appelée de tous leurs vœux. Et une fois qu'ils y étaient, les réfugiés résidant au Togo ont pesé de tout leur poids pour qu'une issue soit trouvée à la fameuse question de la « réinstallation dans un pays tiers », l'une des trois solutions durables classiques qui au fil du temps, ne figurait presque pas ou plus, dans

l'agenda que leur proposait le HCR. Mais la raison est toute simple : bien que plusieurs réfugiés qui répondent aux critères de ces solutions durables aient été réinstallés dans les pays tiers, on note aujourd'hui, de nouvelles restrictions en matière d'immigration, entraînant une baisse drastique du nombre de bénéficiaires. Aussi, le forum a-t-il recommandé entre autres que « la réinstallation reste un outil de protection pour les réfugiés éligibles et ce, en fonction de l'évolution de la politique des Etats de réinstallation. » Des difficultés subsistent également, concernant l'application des deux autres solutions durables.

La Rédaction

Suite à la p 5

CETEF Togo 2000

La 14^{ème} édition de la Foire

Internationale de Lomé s'ouvre demain

Dans 24 heures, Lomé notre capitale va vivre un évènement capital. En effet, le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF TOGO 2000) ouvrira ce vendredi pour la 14^{ème} fois ses portes au grand bonheur des exposants, des clients et autres curieux. Considéré par certains comme l'évènement économique principal de l'année, la foire internationale de Lomé a de tout temps fait la fierté de notre pays de part le nombre croissant de visiteurs.



Selon les responsables de cette institution, tout est fin prêt pour la réussite de cette 14^{ème} édition qui a enregistré déjà un fort taux des exposants venus d'hor-

zons divers. Comme à chaque année, après la cérémonie d'ouverture l'on observera encore de longues files faites d'hommes et de femmes, vieux et jeunes qui ont hâte de visiter les stands bien garnis. Espérons que les 2 semaines d'intenses activités économiques permettront aux togolais d'oublier un tant soit peu la situation sociopolitique tendue créée depuis près de 3 mois et qui cristallise les débats.

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

EZI Akoma

Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akoui
Séna Le Libre Penseur

INFODÉVELOPPEMENT

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe

Tirage : 3.000 Exemplaires

Récupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

*Retrouvez
votre Journal*
W ARAA
Les Vainqueurs
**chaque jeudi
dans les kiosques**

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	
	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

CAP TOGO en phase avec la haute technologie e-cap, une carte numérique mise sur le marché pour faciliter la vie aux clients

La Compagnie Africaine de Pétrole (CAP Togo) s'est résolument tournée vers la modernité. A l'ère du numérique, elle tend vers la dématérialisation de la monnaie à travers une technologie de pointe apportée par Cynod Cards System. Dans cette optique, CAP Togo a mis sur le marché e-cap, une carte de paiement électronique. Le lancement de cette carte a eu lieu ce 21 novembre dans un hôtel à Lomé.

« Avec e-cap, la société CAP Togo vise à fidéliser sa clientèle institutionnelle et de particuliers, mais aussi à conquérir de nouveaux consommateurs intéressés par les avantages avérés de la carte e-cap et augmenter ainsi sa part de marché. Véritable porte-monnaie électronique, la carte e-cap va révolutionner les habitudes de consommation de carburants et dérivés ainsi que les produits vendus sur les stations CAP. », a fait savoir M. Kati Natèba ANKOU, Directeur Commercial de CAP-Togo. « Notre solution e-cap est une carte électronique d'achat multiservices sur nos stations-services. C'est-à-dire qu'avec cette carte électronique, on peut s'acheter du



carburant, des lubrifiants, du gaz et tout ce qui se trouve sur une station-service CAP. », a ajouté pour sa part BATEMA Steve, responsable du système d'information de CAP Togo et chef du projet e-cap. Il a également indiqué que cette carte est assez sécurisée. Elle n'est utilisable que par son propriétaire. e-cap a plusieurs avantages. Elle permet l'accès à un service professionnel de qualité, une réduction des charges de gestion et une meilleure maîtrise de son budget carburant, l'accès à une plateforme innovante, simple, ergonomique et flexible. E-cap permet aussi une visibilité à 360° des transactions et du budget de la flotte,



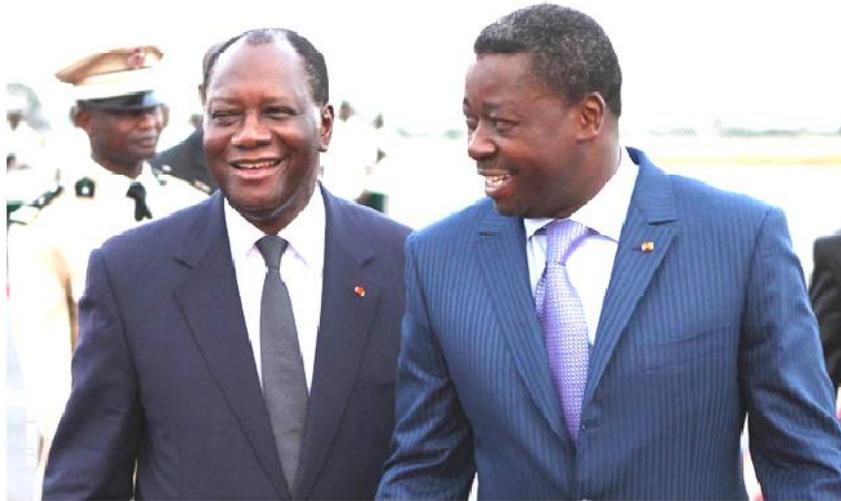
un contrôle total du comportement des cartes carburants et elle offre des portails disponibles 24/7 pour les gestionnaires et les porteurs de cartes.

Actuellement, e-cap est déjà disponible à la Direction Générale de CAP Togo. Mais dans les prochains jours elle sera disponible dans toutes les stations-services CAP.

Faure Gnassingbé prêt pour un dialogue franc et sincère

Quid de l'opposition togolaise ?

En visite de travail en terre ivoirienne chez son homologue Alassane Ouattara, le Président de la République togolaise Faure Gnassingbé s'est prononcé sur l'actualité politique au Togo. A entendre Faure Gnassingbé, il est déjà prêt pour ce dialogue, il n'attend que les acteurs de l'opposition. « Quelle que soit la situation, quelques soient les évolutions, cela doit se terminer par le dialogue et ce dialogue est en cours de préparation. Pour dialoguer il faut être deux, ma seule voix ne suffit pas. », a-t-il fait savoir. Actuellement, toutes les voix s'élèvent pour appeler la classe politique au dialogue pour une sortie de crise. Les Chefs d'Etats de la sous-région ont pour leur part mandaté le président ghanéen Nana Akufo-Addo d'organiser le dialogue entre le pouvoir et l'opposition.



Selon le président Faure, il a déjà fait ce qui est de son ressort pour sortir le pays de la crise politique. Il revient à l'opposition de décider aussi de venir à la table de discussions. « La balle est dans le camp de l'opposition » indique-t-il. Il indique aussi que les tractations sont en cours. Dans quelques semaines donc, le dialogue pourra s'ouvrir.

Du côté de l'opposition, rien n'est encore précis. En effet, le chef de file de l'opposition a déjà étalé son chapelet de préalables avant sa participation à un quelconque dialogue. Tout porte à croire qu'il n'est pas encore prêt pour les discussions. Il faut aussi relever que les partis de l'opposition ne s'accordent pas encore sur le langage à tenir face au

pouvoir. Pour certains, c'est le départ de Faure Gnassingbé. Pour d'autres, c'est le retour à la constitution de 1992 et le vote de la diaspora. L'autre problème majeur de l'opposition est le choix des partis qui pourront participer au dialogue. Selon certains observateurs, la table ne doit s'ouvrir qu'aux 14 partis de la coalition de l'op-

position qui ont après le 19 août animé la rue. Actuellement, des partis qui n'ont pas été acteurs de la crise annoncent déjà leur participation au dialogue, s'ils sont écartés, ils pourront eux aussi enclencher une autre crise. Comment gérer la participation de l'opposition au dialogue ? La question reste posée. Mais il lui revient de s'organiser rapidement pour rencontrer le pouvoir en place pour des échanges qui aboutiront à des décisions consensuelles.

Pour l'heure, Faure Gnassingbé continue de rencontrer ses pairs pour leur faire part de la gestion de la crise actuelle. En plus de Alassane Ouattara, il a rencontré cette semaine son homologue guinéen et nigérian. Patrice Talon était aussi venu le rencontrer au Togo.

Jack NUKUNU

Trêve des manifestations de l'opposition

Un petit soulagement pour les opérateurs économiques

La capitale togolaise et quelques villes impliquées dans les manifestations de l'opposition ont connu une accalmie cette semaine. Les leaders de l'opposition notamment Jean Pierre Fabre et Tikpi Atchadam et Brigitte Adjmagbo ont effectué un voyage en France pour rencontrer Alpha Kondé, le président en exercice de l'Union Africaine. L'accalmie observée cette semaine est alors due à leur absence. Les marches se dérouleront seulement samedi prochain. Depuis de début des manifestations de l'opposition le 19 août 2017, les activités économiques sont au ralenti. Nombreux sont ces commerçants et commerçantes

qui n'osent pas ouvrir leurs étalages. En effet, plusieurs manifestants se sont pris aux biens de certains opérateurs économiques. De peur de voir leurs marchandises mis à sac, un grand nombre de commerçants ferment simplement leurs magasins toutes les fois que l'opposition décide marcher.

Les manifestations organisées les jours ouvrables nuisent profondément à l'économie nationale. A force de fermer boutiques et services, les opérateurs économiques voient leurs chiffres d'affaires chuter. Cette chute se fera forcément ressentir sur les impôts que l'OTR doit percevoir. Plusieurs



ménages auront alors du mal à bien préparer les fêtes de fin d'année quand on sait que le coût de la vie devient de plus en plus élevé. Au lieu de continuer à

sombrier l'économie nationale, les organisateurs des manifestations politiques doivent alors saisir rapidement la perche du dialogue pour la résolution de la

crise afin de permettre à chaque citoyen d'exercer en toute tranquillité ses activités.

J. N.

Préparatifs de la 6^{ème} édition de l'opération COCAIR VI

Un atelier sous régional sur la lutte contre des produits stupéfiants se tient à Lomé

En prélude à la sixième édition de l'opération COCAIR session Afrique de cette année, il se tient à Lomé depuis le 20 novembre 2017, ce pour 5 jours un atelier de formation régional sur la lutte contre des produits stupéfiants. C'est une initiative de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) en collaboration avec l'ONUDD, et financé par l'Union Européenne. Cet atelier qu'abrite le Togo et qui regroupe les participants de 24 pays de la douane, la police et des cellules aéroportuaires anti trafics est une session des formateurs et a pour thème : « La reconnaissance des produits stupéfiants, l'analyse de risque et au ciblage ainsi que l'utilisation de CENcomm et de l'I-24/7 ». C'est le commissaire des impôts Adoyi Essowavana, représen-

tant le commissaire général de l'office Togolais des Recettes qui a ouvert les travaux. Pour lui, le thème choisi révèle d'une grande importance pour la sécurité du continent Africain en termes de lutte contre le tra-

sécurité des frontières était nécessaire pour une lutte efficace.

Le représentant de l'OMD Raimond Sylvain présent au lancement des travaux, a tout d'abord salué cette rencontre préparatoire avant

grouper cette année 35 pays de l'Afrique, l'Amérique Latine, les Caraïbes ainsi que le Maghreb et le proche Orient. Cette rencontre visera une nouvelle fois à intercepter les expéditions de cocaïnes et autres dro-

l'ONUDD, les opérations COCAIR qui sont dans la droite ligne du projet « AIRCOP », qui consiste à renforcer les capacités de lutte, de détection et d'investigation dans les aéroports, favorisent aussi la coopération internationale, la collaboration entre agences d'application de la loi et l'échange de renseignement en temps réel, grâce à l'appui du CENcomm, mis à disposition par l'OMD et des bases de données criminelles d'Interpol.

Cependant en attendant cette sixième édition, il s'agit par la présente session de familiariser ces agents des 24 pays non seulement à la reconnaissance des produits stupéfiants, l'analyse de risque et au ciblage mais aussi à l'outil de communication du réseau douanier de lutte contre la fraude dite CENcomm.



fic des stupéfiants et particulièrement celui de la drogue. Il a par ailleurs indiqué qu'une synergie de la douane, la police et toutes autres structures intervenant dans la surveillance et la

de laisser entendre que l'objectif visé par l'OMD est avant tout la sécurisation des échanges et que l'opération COCAIR s'inscrit dans cette logique. L'opération COCAIR VI va re-

gner, à détecter les passagers à risque élevé ou encore à identifier les organisations criminelles. Pour le représentant de

Charles

Forum sur la recherche de solutions durables pour les réfugiés au Togo

Un nouveau Plan d'Action pour les trois prochaines Années

Suite de la p 2

En effet, d'une part, à propos du rapatriement volontaire, en dépit du rapatriement massif de congolais et rwandais dans les années 2010, puis des ivoiriens en 2011, 2012 et 2013, plusieurs centrafricains ne peuvent encore rentrer chez eux à cause de l'instabilité quasi permanente dans leur pays. D'autres réfugiés, carrément, ne peuvent encore retourner dans leurs pays à cause des craintes persistantes de persécution. D'autres encore, malgré le fait qu'ils n'aient plus de crainte de persécution et que la situation dans leur pays d'origine ait favorablement évolué, restent toujours là et ne sont pas candidats au départ volontaire. Les centrafricains eux, de

leur côté, manifestent un vif désir de rentrer, mais la situation dans leur pays demeure précaire.

D'autre part, des efforts sont déployés pour faciliter l'intégration locale de ces réfugiés, mais on observe encore des difficultés, notamment pour la naturalisation des réfugiés rwandais qui sont sous le coup de la clause de cessation depuis 2012, de même que les réfugiés ghanéens arrivés au Togo depuis les années 1980. Ces personnes risquent de tomber dans l'apatridie si rien n'est fait.

Pour régler progressivement toutes ces situations, les différents acteurs ont élaboré un plan d'action triennal 2018-2020 qui déter-

mine les activités de chacune des parties prenantes ainsi que le chronogramme à suivre pour la mise en œuvre des recommandations formulées. Celles-ci prennent en compte :

- Les perspectives générales du Togo en matière de solutions durables,

- Les aspects liés au rapatriement volontaire

- Et les aspects liés à l'intégration locale à travers la régularisation du séjour ou la naturalisation des réfugiés en terre togolaise.

Mariam Diallo, Représentante Résidente de l'UNHCR au Togo, a invité les réfugiés à « saisir les opportunités offertes par le pays d'asile pour jouir d'un avenir meilleur », tout en re-

merciant le gouvernement togolais pour sa franche collaboration et « toutes les facilités offertes au profit des réfugiés au Togo ». Au nom du gouvernement, la Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Tchabinandi KOLANI YENTCHARE a réitéré à l'institution onusienne, la volonté permanente du Togo d'offrir une hospitalité généreuse à toute personne en difficulté qui désire s'abriter sur son sol, conformément à « la légendaire tradition d'accueil du peuple togolais ». Et, le gouvernement veillera toujours au grain pour « garantir la sécurité à tous ces réfugiés » a rassuré le Colonel Bamana

BARAGOU, représentant le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile.

Un hommage particulier a été rendu aux communautés d'accueil, notamment celles de la plaine de Mò, de Dankpen, de Tandjoare, d'Avépozo, et de Boloukpondavé, pour toutes les attentions bienveillantes accordées aux réfugiés qui vivent dans ces localités.

On dénombre actuellement plus de 13000 réfugiés et demandeurs d'asile au Togo, issus de 14 nationalités. Les plus représentatives sont les ghanéens, les ivoiriens et les centrafricains.

Source : Direction de la communication du Ministère de la Action Sociale

Crise dans le secteur de l'Éducation**Les enseignants toujours en grève**

La crise dans le domaine de l'éducation n'est pas encore conjuguée au passé. Tout comme l'année dernière, les enseignants multiplient les grèves depuis le début de la rentrée scolaire. Après 3 jours de grève observés la semaine dernière, ils ont lancé 4 jours de débrayage cette semaine. Depuis mardi et jusqu'à demain, ils ne dispenseront pas les cours aux apprenants.

À entendre des responsables des syndicats des enseignants, le gouvernement semble être insensible aux préoccupations des enseignants. En effet, ces syndicats regroupés au sein du CPC veulent obtenir la copie du statut particulier remis au premier ministre, l'ouverture d'une négociation sur la fixation du taux cor-



respondant aux primes et indemnités ainsi que sa date d'effet. Ils exigent également l'intégration des indemnités forfaitaires de 20.000 FCFA aux salaires des enseignants qui émargent sur la subvention que l'État accorde à l'enseignement confessionnel. Sur la plateforme revendicative des enseignants figurent la révision du traitement des 1045 enseignants du confessionnel qui

émargent sur le budget additionnel de la subvention, la rédaction et la signature d'un texte de convention de partenariat entre le gouvernement et l'enseignement confessionnel dans un bref délai. Les enseignants demandent enfin l'organisation d'un concours spécial à l'endroit des enseignants volontaires en vue de leur

intégration dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Il faut rappeler que le statut particulier réclamé par les enseignants est déjà rédigé et remis au premier ministre mais les enseignants n'ont même pas son contenu. À la rentrée le gouvernement a promis d'ajouter une prime de 5000F aux enseignants mais ils l'ont rejetée. Ils veu-

lent que le gouvernement évolue rapidement sur le projet de statut particulier pour leur permettre d'en jouir. La crise dans le domaine de l'éducation n'a que trop duré. Le gouvernement doit sérieusement se pencher sur le problème pour éviter que des grèves ne prennent en otage le système éducatif à chaque année académique.

La Rédaction

Après la démission choc de R. Mugabe**Emmerson Dambudzo Mnangagwa à Hararé pour une délicate succession**

Le nouvel homme fort du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa est discrètement rentré mercredi à Hararé au lendemain de la démission historique du président Robert Mugabe, dont il s'apprete à pren-

dre la délicate succession.

La liesse qui a salué les trente-sept ans de l'ère Mugabe à peine retombée, son successeur a atterri sur une base militaire proche de la capitale en provenance

d'Afrique du Sud, a rapporté à l'AFP un membre de son entourage, Larry Mavhima.

Sitôt rentré d'exil d'Afrique du Sud, le nouveau président du parti au pouvoir, la Zanu-PF,

Suite à la p 7



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- PAYER SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE * 145*6*3*2*1#

2- PAYER LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE * 145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Après la démission choc de R. Mugabe Emmerson Dambudzo Mnangagwa à Hararé pour une délicate succession

Suite de la p 6

s'est entretenu avec son «bureau politique» puis a été «débriefé» au siège de la présidence, selon M. Mavhima.

Il doit prendre officiellement les rênes du pays vendredi, a confirmé le président de l'Assemblée, Jacob Mudenda.

«Le camarade Emmerson Dambudzo Mnangagwa avait été nommé candidat de la Zanu-PF pour occuper la fonction de président de la République du Zimbabwe dans l'éventualité d'une démission ou d'une destitution du camarade Robert Gabriel Mugabe», a expliqué M. Mudenda devant la presse.

Avant de rallier Hararé, M. Mnangagwa a pu s'entretenir avec le président sud-africain Jacob Zuma, selon des images des deux hommes, tout sourire, diffusées par Pretoria.

Le «crocodile», ainsi qu'il est surnommé pour son caractère inflexible, tient sa revanche.

Pourtant un fidèle de l'ancien président et de son régime, ce héros de la guerre d'indépendance, plusieurs fois ministre, avait été sèchement remercié le 6 novembre dernier, sur injonction de la Première dame Grace Mugabe à qui il barrait la route de la succession de son nonagénaire de mari. Il avait alors quitté le pays pour des raisons de sécurité.

Son éviction a provoqué dans la nuit du 14 au 15 novembre un coup de force de l'armée, catégoriquement opposée à l'arrivée au pouvoir de l'incontrôlable Grace.

- 'Des emplois' -

Après avoir résisté plusieurs jours, Robert Mugabe a finalement rendu les armes mardi, alors qu'il était sous le



menace d'une procédure de destitution lancée par son propre parti. «Ma décision de démissionner est volontaire. Elle est motivée par ma préoccupation pour le bien-être du peuple du Zimbabwe et mon souhait de permettre une transition en douceur, pacifique et non violente», a écrit M. Mugabe dans sa lettre de démission.

Quelques heures après les manifestations euphoriques qui ont salué son départ, la population du pays restait pleine d'espoir.

«Ce que je désire ardemment, c'est que le camarade Mnangagwa, notre père, crée des emplois», a souhaité Munyaradzi Zovehunu, 34 ans, contraint de vendre des fleurs pour vivre. «Nous avons accroché nos diplômes aux murs depuis si longtemps», a-t-il ajouté, «il faut que ça s'arrête maintenant».

De nombreux Zimbabwéens attendent de M. Mnangagwa qu'il redresse une économie rendue exsangue par les réformes dévastatrices conduites par son prédécesseur.

L'activité tourne au ralenti, l'argent manque, le chômage frappe 90% de la population et le spectre de l'hyperinflation rode.

Certains ne partagent pas l'euphorie des dernières heures et redoutent même qu'elle ne tourne à la gueule de bois.

«C'est un soulagement» que Robert Mugabe ne soit plus là «mais il ne faut pas trop s'emballer pour le nouveau», souligne Patrick Moyo, un banquier de 38 ans, «n'oublions pas qu'il n'est pas très propre».

- 'Abus du passé' -

Pilier de l'appareil sécuritaire zimbabwéen depuis quatre décennies, il s'est signalé comme le fidèle exécutif des basses besognes de Robert Mugabe. «Des dizaines de milliers

de personnes ont été torturées, ont disparu ou ont été tuées» sous l'ère Mugabe, a insisté Amnesty International, appelant le pays à «renoncer aux abus du passé». Aucun détail des négociations qui ont abouti à la chute de Robert Mugabe n'a filtré mercredi dans la presse locale, qui s'est contentée de saluer son départ à grand coup de titres chocs tels que «Adios Bob» ou «Adieu camarade président».

Exil dans un pays voisin «ami» ou retraite dorée au Zimbabwe ? Le sort de l'ex-couple présidentiel restait mercredi entouré d'un épais mystère.

En lui retirant la présidence du parti dimanche, la Zanu-PF avait privilégié la première option. «Il mérite du repos», avait indiqué le porte-parole du mouve-

ment, Simon Khaye Moyo, «mais je crois qu'il a dépassé les limites de l'hospitalité de la population».

Le départ en douceur de Robert Mugabe, dernier dirigeant issu des guerres anticoloniales, a été salué dans les pays africains, où il disposait toujours de son aura de «libérateur».

L'Union africaine (UA) s'est félicitée de sa décision de «démissionner après une vie consacrée au service de la nation zimbabwéenne», «l'acte d'un véritable homme d'Etat, qui ne peut que renforcer (son) héritage politique».

Important partenaire politique et commercial du pays, la Chine a rendu hommage à un «ami» qui a «apporté une contribution historique à l'indépendance du Zimbabwe».

Africatime

FOOTBALL

Championnat national de football ASCK démarre fort, AS Togo port chute

Les championnats nationaux de football de première et deuxième division ont effectivement démarré le week-end dernier au Togo. En première division le tenant du titre AS Togo Port a raté son entrée en compétition en laissant battre par le promu Espoir FC de Zio sur un score d'un but à 0 en match inaugural samedi au stade municipal de Lomé. Le plus lourd score a été enregistré à Kara où l'Association sportive des chauffeurs de Kara a clairement affiché ses ambitions en laminant

Anges Fc de Notsè 4 buts à 1. Ce score permet du coup aux protégés de Marcelin Ama Aklesso de prendre provisoirement la tête du championnat. Le plus long voyage de la journée a été effectué par le club militaire DYTO de Lomé qui s'est rendue chez Foadan à Dapong un déplacement payant puisque le Dyto l'avait emporté sur un score d'un but à 0, st l'absence de seule fausse note lors de cette première journée est l'absence sur l'aire de jeu de Unisport de Sokodé qui devait affronter Semassi. Il

se susurre que les joueurs de Kouloumdé ont refusé de jouer à cause de non signature de primes ou contrat.

Résultats 1^{ère} journée

AS togo port 0 - 1 Espoir fc
A S OTR 1 - 0 Maranatha
Agaza 1 - 0 Kotoko
US Koroki 1 - 0 Gomido
ASCK 4 - 1 Anges fc
Foadan 0 - 1 Dyto
Gbikinti 0 - 0 ASKO
Semassi 3 - 0 Unisport (forfait)

Calendrier 2^{ème} Journée

Kotoko - Koroki
Dyto - Gomido
Anges - Agaza
Unisport - ASCK
ASKO - Semassi
Espoir Fc - Gbikinti
Maranatha - AS Togo Port
Foadan - AS OTR.

James

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201

Renseignements

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo
Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg